

Ministère de la Justice

Extraits en conformité de l'article 118 du Code civil, p. 7289. — Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms. Publications, p. 7290. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 18 mars 1993, n° L 66, et du 19 mars 1993, nos L 67 et L 68, p. 7292.

Ministère des Affaires économiques

Organisation belge d'Étalonnage. Liste des laboratoires accrédités, p. 7294.

Ministerie van Justitie

Uittreksels overeenkomstig artikel 118 van het Burgerlijk Wetboek, bl. 7289. — Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen, voornamen. Bekendmakingen, bl. 7290. — Inhoud van het *Publiek tijdschrift van de Europese Gemeenschappen* van 18 maart 1993, nr. L 66, en van 19 maart 1993, nrs. L 67 en L 68, bl. 7292.

Ministerie van Economische Zaken

Belgische Kalibratie Organisatie. Lijst van geaccrediteerde laboratoria, bl. 7294.

*Executieven — Vlaamse Gemeenschap**Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap**Departement Onderwijs*

Administratie algemene onderwijsdiensten en voorlichting. Vacante betrekking van inspecteur PMS-centra bij de inspectie van de Vlaamse Gemeenschap, bl. 7295.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 93 — 778

15 MARS 1993. — Arrêté royal pris en exécution du chapitre II du titre III de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, relatif à l'instauration d'une cotisation annuelle à charge des sociétés, destinée au statut social des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, notamment les articles 88 à 106;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence résultant du fait que l'Institut national d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants et les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants doivent pouvoir prendre au plus vite toutes les dispositions nécessaires pour la perception et le recouvrement pour l'année 1993 de la cotisation à charge des sociétés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « Loi » : la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses;

2° « société » : les sociétés visées à l'article 88, d, de la loi;

3° « Institut national » : l'Institut national d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants;

4° « caisse d'assurances sociales » : les caisses d'assurances sociales visées à l'article 88, b, de la loi;

5° « année de cotisation » : toute année civile au cours de laquelle la société est assujettie aux dispositions du présent chapitre;

6° « société de personnes » : les sociétés visées à l'article 88, d, de la loi, à l'exception des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et des sociétés qui n'ont pas en Belgique leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction et qui sont constituées sous une forme juridique analogue à l'une des deux formes de sociétés mentionnées ci-dessus.

Art. 2. § 1er. Pour s'affilier à une caisse d'assurances sociales, la société doit souscrire une déclaration d'affiliation dont le modèle est joint en annexe.

L'affiliation à la caisse d'assurances sociales doit être immédiatement communiquée par celle-ci à l'Institut national en vue de son enregistrement. Cet Institut garde à ce propos un fichier informatisé des sociétés. L'approbation de l'enregistrement par l'Institut

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 93 — 778

15 MAART 1993. — Koninklijk besluit tot uitvoering van hoofdstuk II van titel III van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, met betrekking tot invoering van een jaarlijkse bijdrage ten laste van de vennootschappen bestemd voor het sociaal statuut der zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 88 tot 106;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de v. van 4 juli 1989;

Gelet op de hoogdringendheid omwille van het feit dat het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen en sociale verzekeringskassen voor zelfstandigen ten spoedigste u schikkingen moeten kunnen treffen die noodzakelijk zijn voor inning en de invordering van de bijdrage voor het jaar 1993 ten laste van de vennootschappen;

Op de voordracht van Onze Minister van de Kleine en Middelen Ondernemingen en Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « wet » : de wet van 30 december 1992 houdende sociale diverse bepalingen;

2° « vennootschap » : de vennootschappen bedoeld in artikel 88, van de wet;

3° « Rijksinstituut » : het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen;

4° « sociale verzekeringskas » : de sociale verzekeringskassen bedoeld in artikel 88, b, van de wet;

5° « bijdragejaar » : ieder kalenderjaar waarin de vennootschapper onderworpen is aan de bepalingen van dit hoofdstuk;

6° « personevennootschap » : de vennootschappen bedoeld in artikel 88, d, van de wet, met uitzondering van de naamloze vennootschappen, de commanditaire vennootschappen op aandelen en vennootschappen op aandelen en de vennootschappen die hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur niet in België hebben en die opgericht zijn in een rechtsvorm vergelijkbaar met één van beide hierboven vermelde vennootschapsvormen.

Art. 2. § 1. Ten einde aan te sluiten bij een sociale verzekeringskas moet de vennootschapper een verklaring van aansluiting ondertekenen waarvan het model in bijlage is gevoegd.

De aansluiting bij de sociale verzekeringskas moet door de laatste onmiddellijk ter registratie aan het Rijksinstituut worden meegedeeld. Dit Instituut houdt in dit verband een geïnformatiseerde bestand van de vennootschappen bij. De goedkeuring van de reg

vaut affiliation. En cas de double affiliation, est considérée comme seule valable celle qui a été communiquée à l'Institut national en premier lieu.

§ 2. Les sociétés qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, sont déjà affiliées, soit volontairement, soit d'office, à une caisse d'assurances sociales en application du chapitre III du titre III de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, sont réputées avoir satisfait à l'obligation d'affiliation prévue à l'article 89, § 1er, de la loi.

Art. 3. § 1er. Les sociétés qui prouvent qu'elles se trouvent dans une des situations visées ci-après ne sont pas redevables de la cotisation visée à l'article 91 de la loi à partir de l'année de cotisation au cours de laquelle elles se trouvent dans cette situation :

1^o elles ont été déclarées en faillite par jugement du tribunal de commerce;

2^o elles font l'objet d'un concordat après faillite qui a été homologué par le tribunal de commerce et qui n'a pas été annulé ou résolu;

3^o elles font l'objet d'un concordat judiciaire qui a été homologué par le tribunal de commerce et qui n'a pas été annulé ou résolu;

4^o elles se trouvent en situation de liquidation et l'extrait de l'acte déterminant le mode de liquidation a été publié dans les annexes au *Moniteur belge*.

§ 2. L'Institut national peut renoncer à la mise en demeure des sociétés qui se trouvent dans une des situations énumérées au § 1er et qui ne sont pas encore affiliées à une caisse d'assurances sociales.

§ 3. L'application des dispositions du présent article ne peut jamais entraîner le remboursement d'une cotisation déjà payée.

Art. 4. Les sociétés qui souhaitent changer de caisse d'assurances sociales et qui satisfont aux conditions visées à l'article 90 de la loi, adressent une demande de ce sens à la caisse d'assurances sociales à laquelle elles souhaitent s'affilier.

La demande de changement doit être transmise à la nouvelle caisse d'assurances sociales entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année qui précède l'année de cotisation au cours de laquelle le changement doit prendre cours. La nouvelle caisse d'assurances sociales doit communiquer le changement de caisse à l'Institut national en vue de son enregistrement, au plus tard le 30 juin de l'année précitée.

Toute demande de changement qui est introduite en dehors du délai prévu au deuxième alinéa est réputée nulle et non avenue. En cas de double demande de changement, est considérée comme seule valable celle qui a été communiquée à l'Institut national en premier lieu.

Art. 5. § 1er. La société dûment affiliée est tenue de faire connaître à sa caisse, dans les quinze jours, tout changement dans sa situation juridique ou dans les renseignements qui figurent à la déclaration d'affiliation.

§ 2. La société qui néglige de satisfaire à l'obligation visée au § 1er, sera tenue des frais résultant de sa négligence.

Art. 6. § 1er. La cotisation visée à l'article 91 de la loi doit être payée dans le délai prévu à l'article 92 de la loi à la caisse d'assurances sociales à laquelle la société est affiliée pour l'année de cotisation en cause.

§ 2. Cette cotisation est censée avoir été payée le jour où le montant en a été porté au crédit du compte de la caisse d'assurances sociales.

Par dérogation à l'alinéa précédent, est considérée comme date du paiement :

— pour les paiements en espèces au guichet de la caisse d'assurances sociales : le jour où le paiement en espèces est effectué au guichet de la caisse d'assurances sociales;

— pour les versements dans un bureau des postes : le jour où le versement est effectué dans le bureau des postes;

— pour les paiements en espèces à l'avocat ou à l'huissier de justice mandaté par la caisse d'assurances sociales : le jour où le paiement entre les mains de l'avocat ou de l'huissier de justice est effectué.

Sauf si la cotisation est réglée au moment de l'affiliation, la caisse d'assurances sociales adresse à la société un avis d'échéance.

tratie door het Rijksinstituut geldt als aansluiting. In geval van dubbele aansluiting wordt slechts deze als geldig beschouwd die het eerst aan het Rijksinstituut meegedeeld werd.

§ 2. De vennootschappen die, hetzij vrijwillig, hetzij ambtshalve, bij de inwerkingtreding van de wet reeds bij een sociale verzekeringskas zijn aangesloten in toepassing van hoofdstuk III van titel III van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, worden geacht aan de in artikel 89, § 1, van de wet vermelde aansluitingsplicht te hebben voldaan.

Art. 3. § 1. De vennootschappen, die bewijzen dat zij zich in één van de hierna vermelde situaties bevinden, zijn de in artikel 91 van de wet bepaalde bijdrage niet verschuldigd vanaf het bijdragejaar waarin zij zich in die situatie bevinden :

1^o zij werden bij vonnis van de rechtbank van koophandel failliet verklaard;

2^o zij maken het voorwerp uit van een akkoord na faillissement, dat door de rechtbank van koophandel werd gehomologeerd en niet werd vernietigd of ontbonden;

3^o zij maken het voorwerp uit van een gerechtelijk akkoord, dat door de rechtbank van koophandel werd gehomologeerd en niet werd vernietigd of ontbonden;

4^o zij bevinden zich in een toestand van vereffening en het uittreksel uit de akte die de wijze van vereffening bepaalt werd in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

§ 2. Het Rijksinstituut kan afzien van de ingebrekestelling van vennootschappen die zich in één van de in § 1 opgesomde situaties bevinden en nog niet zijn aangesloten bij een sociale verzekeringskas.

§ 3. De toepassing van de bepalingen van dit artikel kan nooit tot gevolg hebben dat een reeds betaalde bijdrage zou worden terugbetaald.

Art. 4. De vennootschappen die wensen te veranderen van sociale verzekeringskas en aan de in artikel 90 van de wet bepaalde voorwaarden voldoen, richten hiertoe een aanvraag tot de nieuwe sociale verzekeringskas waarbij zij zich wensen aan te sluiten.

De aanvraag tot verandering dient aan de nieuwe sociale verzekeringskas overgemaakt te worden tussen 1 januari en 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan het bijdragejaar waarop de verandering dient in te gaan. De verandering van sociale verzekeringskas dient door de nieuwe sociale verzekeringskas aan het Rijksinstituut ter registratie te worden meegedeeld uiterlijk op 30 juni van genoemd jaar.

Elke aanvraag tot overgang die buiten de in het tweede lid vermelde termijn wordt ingediend, wordt als onbestaande beschouwd. In geval van een dubbele aanvraag tot overgang wordt slechts deze als geldig beschouwd, die eerst aan het Rijksinstituut medegedeeld werd.

Art. 5. § 1. De vennootschap is ertoe gehouden binnen de veertien dagen, haar sociale verzekeringskas op de hoogte te brengen van iedere wijziging in haar rechtstoestand of in de inlichtingen die op de verklaring van aansluiting zijn vermeld.

§ 2. De vennootschap, die nalaat aan de § 1 vermelde verplichting te voldoen, is aansprakelijk voor alle ten gevolge hiervan gemaakte kosten.

Art. 6. § 1. De in artikel 91 van de wet bedoelde bijdrage moet binnen de in artikel 92 van de wet bepaalde termijn worden betaald aan de sociale verzekeringskas waarbij de vennootschap voor het desbetreffende bijdragejaar is aangesloten.

§ 2. Deze bijdrage wordt geacht betaald te zijn de dag waarop het bedrag ervan op het krediet van de rekening van de sociale verzekeringskas werd gebracht.

In afwijking van voorgaand lid wordt als datum van betaling beschouwd :

— voor de betaling in specien aan het loket van de sociale verzekeringskas : de dag waarop de betaling in specien aan het loket van de sociale verzekeringskas werd verricht;

— voor de stortingen in een postkantoor : de dag waarop de storting in het postkantoor werd verricht;

— voor de betalingen in specien aan de advocaat of de gerechtsdeurwaarder aangesteld door de sociale verzekeringskas : de datum waarop de betaling in handen van de advocaat of de gerechtsdeurwaarder werd verricht.

Uitgezonderd wanneer de bijdrage werd betaald op het ogenblik van de aansluiting, stuurt de sociale verzekeringskas de vennootschap een vervaldagbericht.

§ 3. La société ne peut invoquer le fait qu'elle n'aurait pas reçu d'avis d'échéance pour se soustraire à ses obligations légales.

Art. 7. Les sociétés de personnes inscrites au registre de commerce et créées après le 1^{er} janvier 1991, peuvent être exonérées de l'obligation de cotiser pendant les trois premières années de leur assujettissement au chapitre II du titre III de la loi. Elles ne pourront bénéficier de cette exonération que si le gérant ou les gérants, ains que la majorité des associés actifs qui ne sont pas gérants, n'ont pas été, au cours des dix années qui précèdent la création de la société, assujettis à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants pendant plus de trois années.

Les sociétés de personnes qui souhaitent recourir à cette possibilité doivent fournir à la caisse d'assurances sociales à laquelle elles sont affiliées les preuves établissant qu'elles réunissent les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. Les majorations visées à l'article 93 de la loi sont dues d'office et sans mise en demeure.

Art. 9. Avant de procéder au recouvrement judiciaire, les caisses d'assurances sociales doivent, en tout état de cause, envoyer à la société un rappel par lettre recommandée à la poste mentionnant les sommes sur lesquelles portera ledit recouvrement.

Ce rappel peut être envoyé par l'intermédiaire d'un huissier de justice.

Art. 10. Tous les frais supplémentaires résultant pour les caisses d'assurances sociales des rappels envoyés aux sociétés en retard des paiements, sont mis à charge de ces sociétés.

Les sociétés qui sont affiliées d'office en application de l'article 89, § 2, de la loi, se verront imputer des frais supplémentaires de F 300 pour l'année de cotisation au cours de laquelle il y a eu affiliation d'office.

Art. 11. Les caisses d'assurances sociales retiennent 5 p.c. des cotisations et majorations perçues, dont 4 p.c. sont destinés à couvrir leurs frais liés à la perception et le recouvrement et dont 1 p.c. doit être ristourné à l'Institut national afin de couvrir ses frais de fonctionnement.

Art. 12. Les caisses d'assurances sociales transfèrent journellement à l'Institut national des cotisations, les majorations et la partie des frais d'administration qui reviennent à cet Institut.

Lorsque le montant des caisses n'a pas été transféré dans le délai prévue à l'alinéa 1^{er}, une majoration de 0,045 p.c. par jour de retard est appliquée sur le montant dû.

Cette majoration, destinée à l'Institut national, est prélevée sur les montants destinés à couvrir les frais de gestion et de fonctionnement de la caisse en cause.

Art. 13. § 1^{er}. En application de l'article 99 de la loi, la répartition du produit de la cotisation visée à l'article 91 de la loi se fait sur la base des pourcentages et de la clé de répartition qui sont d'application à la date à laquelle les montants qui font l'objet du transfert visé à l'article 12 sont disponibles sur le compte de l'Institut national.

§ 2. Le produit éventuel du placement des fonds versés sera réparti selon le même mode que celui défini au § 1^{er} pour les cotisations versées.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1993.

Art. 15. Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

§ 3. De vennootschap kan het feit dat zij geen vervaldagbericht zou ontvangen hebben, niet inroepen om zich aan haar wettelijke verplichtingen te onttrekken.

Art. 7. De personenvennootschappen, die ingeschreven zijn in het handelsregister en opgericht zijn na 1 januari 1991, kunnen, gedurende de eerste drie jaar van hun onderwerping aan hoofdstuk II van titel III van de wet, worden vrijgesteld van de bijdrageplicht. Ze kunnen slechts van deze vrijstelling genieten wanneer hun zaakvoerder of zaakvoerders, evenals de meerderheid van hun werkende vennoten die geen zaakvoerder zijn, in de tien jaar voorafgaand aan de oprichting van de vennootschap, ten hoogste drie jaar onderworpen zij geweest aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

De personenvennootschappen, die van deze mogelijkheid wensen gebruik te maken, moeten aan de sociale verzekeringskassen waarbij ze zijn aangesloten de bewijzen overmaken dat aan de in het eerste lid bepaalde voorwaarden voldaan is.

Art. 8. De in artikel 93 van de wet bedoelde verhogingen zijn ambtshalve en zonder ingebrekestelling verschuldigd.

Art. 9. Alvorens tot gerechtelijke invordering over te gaan moeten de sociale verzekeringskassen, in ieder geval, de vennootschap een herinnering bij ter post aangetekend schrijven toesturen met vermelding van het bedrag waarop de invordering zal slaan.

Deze herinnering kan gebeuren door tussenkomst van een gerechtsdeurwaarder.

Art. 10. Alle bijkomende kosten die voor de sociale verzekeringskassen voortvloeien uit de verzending van herinneringen aan vennootschappen die hun bijdrage niet tijdig betalen, worden ten laste van die vennootschappen gelegd.

Aan de vennootschappen die in toepassing van artikel 89, § 2, van de wet ambtshalve worden aangesloten, wordt voor het bijdragejaar waarin dit gebeurt een bijkomende kost van F 300 ten laste gelegd.

Art. 11. De sociale verzekeringskassen houden 5 pct. van de geïnde bijdragen en verhogingen af, waarvan 4 pct. bestemd is om hun kosten te dekken verbonden aan de inning en de invordering en waarvan 1 pct. moet doorgestort worden aan het Rijksinstituut ten einde zijn werkingskosten te dekken.

Art. 12. De sociale verzekeringskassen dragen dagelijks de bijdragen, verhogingen, alsmede het gedeelte van de werkingskosten die het Rijksinstituut toekomen, aan dit Instituut over.

Wanneer het bedrag van de kassen niet binnen de in het eerste lid bepaalde termijn is overgemaakt, wordt per dag vertraging op het verschuldigde bedrag een verhoging van 0,045 pct. toegepast.

Deze verhoging, die bestemd is voor het Rijksinstituut, wordt afgenomen van de bedragen die bestemd zijn om de beheers- en werkingskosten van de betrokken kas te dekken.

Art. 13. § 1. De verdeling van de opbrengst van de in artikel 91 van de wet bedoelde bijdrage gebeurt, in toepassing van artikel 99 van de wet, overeenkomstig de percentages en de verdeelsleutel van toepassing op de datum waarop de bedragen die het voorwerp uitmaken van de overdracht bedoeld in artikel 12 beschikbaar zijn op de rekening van het Rijksinstituut.

§ 2. De eventuele opbrengst van de plaatsing der gestorte gelden volgt de verdeling van de gestorte bijdragen, zoals bepaald in § 1.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 15. Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege .

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,

A. BOURGEOIS